



L'appel du 17 décembre 2008



UN LOGEMENT DÉCENT POUR CHACUN UNE VILLE BELLE ET SOLIDAIRE POUR TOUS



La crise financière est devenue une crise économique grave qui se traduit par un ralentissement de tout le secteur de la construction et des travaux publics, secteur crucial d'activité représentant 1,7 million emplois directs.



Nous appelons à un grand projet national pour donner un logement décent à nos concitoyens et reconstruire des villes belles et solidaires.

Rassemblons Etat, collectivités locales, maîtres d'ouvrages publics et privés, et toute la filière du bâtiment, des travaux publics et du cadre de vie que nous représentons dans cet objectif citoyen fédérateur.



Nous devons unir nos énergies et nos intelligences pour surmonter cette crise : Rénovons un parc de logements encore insuffisant, concevons des écoquartiers, inventons des réseaux économes et performants, construisons une organisation urbaine durable et prospective.



*

**

3 millions de français sont mal logés. Il manque aujourd'hui en France 500 000 logements dont 120 000 sociaux,

...et un logement construit, c'est deux emplois créés.



L'état a proposé un certain nombre de mesures qui ne suffiront pas si elles ne sont pas amplifiées, développées et complétées par l'ensemble des acteurs.

Nous en appelons à la responsabilité de tous et nous proposons que soient organisés des groupes de réflexion et de suivi de ce plan à chaque échelon territorial. Les objectifs et les demandes des signataires sont de :



- Accélérer la libération du foncier disponible de l'Etat, des collectivités territoriales et des sociétés nationales pour libérer du foncier à un prix compatible avec la production de logements abordables, tout en favorisant la densification dans les communes ne respectant pas les dispositions de la loi SRU (20% de logements sociaux).

L'Etat et les collectivités doivent innover en menant sur leur patrimoine des opérations d'urbanisme exemplaires.

Des milliers d'hectares peuvent ainsi devenir l'enjeu de projets cohérents et novateurs, une construction raisonnée de la ville de demain.

- Lancer des analyses fonctionnelles, économiques et environnementales des territoires (villes, communautés de communes, départements, etc.) pour identifier les formes urbaines à inventer, le patrimoine à réhabiliter, les réseaux à rénover et rationaliser, les transports à organiser.

Dans la continuité de la ville historique, retravaillons les franges urbaines pour en faire le champ privilégié de la rénovation et de la mise en place des écoquartiers.

- Redonner au livret A sa vocation première de financer le logement social,
- Systématiser la TVA à 5,5% sur le logement en accession sociale sous plafonds de ressources,
- Assouplir intelligemment les normes de la construction pour baisser les coûts de production en privilégiant le confort de vie,
- Encourager les réflexions et la recherche de solutions constructives novatrices en menant des projets pilotes expérimentaux
- S'engager dans la requalification de notre parc immobilier dans toutes ses dimensions fonctionnelles, thermiques, acoustiques, sanitaires, etc., afin d'alléger les charges des occupants et leur proposer un cadre de vie décent
- Impliquer les organismes financiers pour maintenir les capacités d'investissement, des collectivités aux particuliers

Plus largement, il est nécessaire de maintenir les niveaux des plafonds de ressources pour l'accès social et d'adapter la production de logements à la capacité d'emprunt des futurs acquéreurs.

Outre un objectif économique, c'est un objectif social et politique ambitieux que l'on pourra ainsi satisfaire.

C'est aussi la condition pour que le Grenelle de l'Environnement, au-delà de ses seules options énergétiques, ne reste pas lettre morte. Pour cela, c'est l'ensemble de la filière « construction » qui doit être mobilisée, des industriels aux maîtres d'ouvrage, des concepteurs aux réalisateurs.

*

**

Tous les acteurs du secteur de la construction signataires du présent appel apporteront pour leur part, leur énergie et leur talent pour accompagner ces efforts.

Ils souhaitent que les mesures de soutien à la construction, notamment fiscales, soient toujours assorties d'exigences qualitatives et de prise en compte des valeurs de développement durable auxquelles ils sont attachés. Ils s'engagent à former massivement la filière à ces nouvelles exigences.

*

**

Pour être efficace, la relance économique que nous souhaitons, devra être solidaire dans ses ambitions, mais aussi innovante et belle dans ses réalisations.

Les Français aspirent à un cadre de vie de qualité, il nous revient de les satisfaire.

Les signataires

- Conseil national de l'Ordre des architectes (CNOA)
- Syndicat National du Second Œuvre (SNSO)
- Union Nationale des Economistes de la Construction (UNTEC)
- Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP)
- Chambre de l'Ingénierie et du Conseil de France (CICF)
- Les Entreprises Sociales pour l'Habitat (ESH)
- Union Sociale pour l'Habitat (USH)
- Fédération Nationale des sociétés coopératives d'HLM
- Fédération des Offices Publics d'HLM